



Conseil économique et social

Distr. générale
16 août 2016
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
11-20 juillet 2016

Rapport sur les travaux de la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social

Résumé

La troisième réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social était la première organisée depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle comprenait notamment des débats sur les moyens à mettre œuvre pour veiller à ce que nul ne soit laissé-pour-compte, les modalités de mise en œuvre du Programme 2030, les liens entre la science et les politiques, l'intégration des objectifs de développement durable et l'appropriation au niveau national, ainsi que les expériences régionales, les stratégies pour faire en sorte que le Programme 2030 tienne ses promesses vis-à-vis des pays en situation particulière et le rôle des parties prenantes pour ce qui est de leur engagement à mettre en œuvre le Programme 2030. Lors de cette réunion, 22 examens nationaux volontaires sur la mise en œuvre du Programme 2030 ont également été présentés.

Des débats approfondis ont été tenus à la réunion du Forum politique de haut niveau. Le rôle de ce dernier en tant qu'organe central chargé du suivi et de l'examen du Programme 2030 a été souligné à maintes reprises. Tous les pays doivent tirer parti des possibilités offertes par le Forum et trouver de nouveaux moyens de faire rapport sur les progrès accomplis. Les examens par le Forum doivent être substantiels, volontaires, concrets, participatifs, transparents et intégrés à d'autres activités de suivi et d'examen. Pour ne pas alourdir le fardeau que représente l'établissement de rapports pour les pays, il convient de tirer pleinement parti des dispositifs existants concernant la présentation des rapports, notamment ceux prévus par les conventions et traités internationaux. Les initiatives et organisations régionales, qui établissent des liens entre les processus nationaux et internationaux et assurent la cohérence avec les perspectives et programmes régionaux, seront un élément clef du suivi et de l'examen du Programme 2030.



Il est crucial de continuer à porter une grande attention à toutes ces questions au niveau politique et, à cet égard, le Forum s'est penché sur le rapport d'activité annuel sur les objectifs de développement durable, que le Secrétaire général a été prié d'élaborer en coopération avec le système des Nations Unies. Ce rapport donne un aperçu des progrès importants accomplis dans de nombreux domaines, faisant fond sur les réussites des objectifs du Millénaire pour le développement, et il décrit également les nombreuses difficultés qui se posent alors que commence la mise en œuvre du Programme 2030.

Le message fondamental du Programme 2030 est que nul ne doit être laissé pour compte. L'inclusion et l'inégalité demeurent des problèmes pour les pays développés comme pour les pays en développement. Il faut éliminer les multiples formes de discrimination, notamment à l'égard des femmes, des peuples autochtones, des migrants, des réfugiés, des personnes handicapées et de nombreux autres groupes. Plus particulièrement, les participants à la réunion ont examiné l'autonomisation des femmes et des filles, qui est cruciale pour l'édification de sociétés pacifiques et inclusives. L'inclusion des femmes exige que tous les acteurs s'impliquent activement. Pour que personne ne soit laissé pour compte, la mondialisation doit avoir des retombées positives pour tous. Les partenariats ainsi que de meilleures données et informations sont essentiels pour assurer l'inclusion. Les institutions et politiques aux niveaux national, régional et mondial sont nécessaires pour promouvoir toutes les dimensions de l'inclusion et la participation de tous.

Des activités doivent être menées pour permettre à toutes les parties prenantes de mieux se faire entendre lors de la prise de décisions, notamment des campagnes d'information et la fourniture de ressources suffisantes, pour qu'elles puissent participer aux réunions des organes compétents. La société civile a un rôle crucial à jouer pour promouvoir le Programme 2030 et veiller à ce que les promesses qui y figurent soient tenues. Le Forum politique de haut niveau a continué à renforcer l'inclusion et la transparence en faisant participer les grands groupes et d'autres parties prenantes à ses débats et en examinant les rapports sur leur contribution à la mise en œuvre du Programme 2030.

Sortir les gens de la pauvreté, qui est un des grands problèmes à régler, a été examiné de façon approfondie à la réunion. Des investissements dans l'éducation et le renforcement des capacités, la santé et la nutrition, les moyens d'existence, la résilience face aux chocs et l'amélioration de l'accès des personnes défavorisées aux services financiers sont des éléments cruciaux qui permettront d'assurer l'autonomisation économique et sociale. Plusieurs pays ont enregistré des succès remarquables dans leur lutte contre la pauvreté. Les facteurs qui y ont contribué étaient notamment la priorité accordée à la croissance sans exclusion, des investissements dans la santé et la nutrition, l'éducation, la mise en place progressive de réseaux de protection sociale et l'élargissement de la couverture sanitaire, la promotion d'activités génératrices de revenus, l'amélioration de l'accès aux moyens de production, aux marchés et aux chaînes de valorisation ainsi qu'aux services financiers pour tous les groupes marginalisés.

La prospérité va bien au-delà de la seule croissance économique car les éléments déterminants du bien-être comprennent des facteurs sociaux et psychologiques tels que la recherche d'un sens à l'existence, la participation à la société et la capacité de s'épanouir en tant qu'êtres humains. La dissociation de la croissance économique de la dégradation de l'environnement tout en assurant l'équité sociale est un des fondements du développement durable. Les investissements dans l'infrastructure seront cruciaux pour promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030.

La priorité accordée aux liaisons réciproques et l'approche corrélée de la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, de l'action pour le climat, des océans durables et des écosystèmes terrestres sont importantes du fait que la mise en œuvre des objectifs de développement durable ne peut se faire de manière cloisonnée. Plusieurs solutions innovantes adoptées par des autorités locales et régionales ont été mentionnées à cet égard. Il faut également intégrer la gestion des écosystèmes forestiers et terrestres à la planification nationale et locale. Une priorité élevée doit continuer à être accordée à la sécurité alimentaire dans les pays en développement en vue de la cohérence des politiques. Il a été proposé d'inclure systématiquement les questions de sécurité alimentaire dans la prise de décisions aux niveaux national et international, en particulier en ce qui concerne le climat, l'agriculture, la sécurité alimentaire et le commerce.

Il faudra également remédier aux causes profondes de la vulnérabilité et de la marginalisation des pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement ainsi que les pays en conflit ou sortant d'un conflit. La grande vulnérabilité des petits États insulaires en développement aux catastrophes naturelles, par exemple, ainsi que le financement et la mobilisation des ressources continuent à poser problème. Pour un grand nombre de ces pays, la diversification de leur économie et l'amélioration de la productivité agricole seront cruciales, de même que des investissements dans l'infrastructure, le secteur manufacturier, le tourisme et les industries reposant sur les ressources naturelles. Leur réussite dans ces domaines dépendra non seulement d'une mobilisation plus grande des ressources intérieures mais aussi, en grande partie, d'un partenariat mondial amélioré, notamment du renforcement des capacités, du transfert de technologies, d'une assistance technique et financière, de la facilitation du commerce et de la coopération internationale. Les engagements en matière d'aide publique au développement vis-à-vis de ces pays doivent être respectés.

La mise en œuvre de l'ambitieux Programme 2030 nécessite un partenariat mondial revitalisé et renforcé qui fait participer toutes les parties prenantes et mobilise toutes les ressources disponibles. La coopération internationale au service du développement doit prendre en compte la nature porteuse de changement du Programme tout en tirant les enseignements de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Il sera extrêmement important de tenir les engagements figurant dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, notamment l'aide publique au développement. Les moyens de mise en œuvre au niveau mondial doivent prendre en compte les synergies entre les objectifs de développement durable. La science, la technologie et l'innovation doivent être mobilisées pour promouvoir le Programme 2030, une grande importance étant accordée au renforcement des capacités pour mettre en place des sociétés innovantes du savoir. Le Mécanisme de facilitation des technologies, qui comprend un forum multipartite annuel et une plateforme en ligne, permettra de promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030.

De nombreux pays ont fait savoir qu'ils avaient élaboré des indicateurs, ou étaient en train d'en formuler, qui étaient fondés sur leurs priorités nationales ou sur des indicateurs mondiaux « nationalisés ». Les capacités des organismes nationaux de statistique doivent être renforcées. À l'heure actuelle, les données permettant d'assurer le suivi des objectifs de développement durable sont inexistantes, notamment dans les pays en situation particulière. En vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030, il sera crucial de renforcer les activités de collecte de données ventilées et de les rendre plus accessibles.

La science est plus que jamais nécessaire pour fournir un tableau complet de la situation et éclairer la mise en œuvre du nouveau Programme 2030. Elle doit apporter des éléments de réponse aux questions soulevées par le nouveau Programme. Le dialogue est nécessaire et le Forum politique de haut niveau doit continuer à être le principal cadre d'un tel dialogue et à demander aux communautés scientifiques du monde d'apporter leur contribution. Le *Rapport mondial sur le développement durable* a été examiné au Forum. Il traite du thème de ce dernier, notamment du point de vue de la technologie et des institutions. Des participants ont demandé que le Rapport aborde les questions spécifiques aux groupes de pays en situation particulière. Il sera important de mobiliser l'éventail le plus large possible de contributions scientifiques provenant de multiples disciplines.

La sensibilisation au Programme 2030 au niveau mondial doit se traduire en mesures concrètes au plan national. L'appropriation des objectifs de développement durable et de leurs liaisons réciproques devra mettre à profit les valeurs, cultures et contextes nationaux et locaux en évitant le recours à des schémas uniformes. De nombreux pays ont déclaré avoir « nationalisé » les cibles du Programme 2030 en les incorporant dans leurs stratégies et plans nationaux, notamment les stratégies de financement et les mécanismes institutionnels. Les autorités locales et sous-nationales seront cruciales dans la mise en œuvre et l'élaboration de feuilles de route et de principes directeurs pour la coordination et le suivi à de multiples niveaux. Elles ont un rôle de premier plan à jouer pour assurer la sécurité, le bien-être et les moyens d'existence des communautés, notamment en fournissant des services de base.

Des examens nationaux volontaires ont été présentés par 22 pays. Ces derniers, qui ont fait preuve d'une appropriation remarquable du Programme 2030, ont consacré un temps et des ressources considérables à l'analyse des conséquences du Programme et des relations entre les objectifs et cibles de développement durable et leurs priorités nationales, à la mise en place de processus de consultation et de coordination élargis, allant de la coordination interministérielle à l'inclusion de la société civile dans son ensemble et aux consultations publiques, à l'intégration des objectifs de développement durable dans les stratégies, plans et budgets nationaux et à l'institution de systèmes de suivi et d'évaluation. Si les examens présentés ont fait apparaître de nombreuses similitudes entre les perspectives, les objectifs ou les priorités, ils ont également mis en évidence des différences dans les priorités en raison de la diversité des contextes nationaux. Plusieurs pays ont reconnu l'assistance apportée par le système des Nations Unies à l'élaboration de leurs examens. La grande diversité des questions prioritaires a été mise en lumière à l'occasion des examens. L'impératif de ne laisser personne pour compte, les moyens permettant d'atteindre les objectifs de développement durable et les partenariats ont été considérés comme des aspects cruciaux.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que les réunions du Forum tenues sous les auspices du Conseil économique et social seraient convoquées tous les ans par le Président du Conseil pour une durée de huit jours, dont trois seraient consacrés à un débat ministériel. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 11 de l'annexe à la résolution 68/1 de l'Assemblée, ce débat ministériel se déroulera dans le cadre du débat de haut niveau tenu par le Conseil.
2. Dans sa résolution 2016/1, le Conseil a décidé que la réunion du Forum se tiendrait du 11 au 15 juillet 2016. Il a également décidé que le débat de haut niveau de sa session de 2016 se tiendrait du 18 au 22 juillet et que la réunion ministérielle de trois jours se tiendrait du 18 au 20 juillet.
3. Dans sa décision 2016/212, le Conseil économique et social a décidé que la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous ses auspices aurait pour thème : « Garantir qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte du développement durable ».
4. Le présent rapport rend compte des débats de la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social.

II. Compte rendu des travaux de la réunion du Forum

5. Dans le cadre de sa réunion de 2016 organisée sous les auspices du Conseil économique et social, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable a tenu 21 tables rondes (1^{re} à 16^e séances), du 11 au 20 juillet 2016, ainsi que 22 examens nationaux volontaires (13^e à 16^e séances), les 19 et 20 juillet 2016. Un débat général ouvert à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres des institutions spécialisées s'est également tenu du 18 au 20 juillet, dans le cadre du débat général du débat de haut niveau de la session de 2016 du Conseil¹.
6. Le 11 juillet 2016, Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil économique et social, a ouvert la 1^{re} séance de la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau de 2016 et fait une déclaration.
7. À la même séance, à l'issue de sa déclaration liminaire, Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a présenté le Rapport du Secrétaire général sur les objectifs de développement durable (E/2016/75).
8. À la 4^e séance, le 12 juillet, Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a présenté le *Rapport mondial sur le développement durable 2016* (dont le résumé figure sous la cote E/HLPF/2016/4).
9. À la 6^e séance, le 13 juillet, Kadir Topbas, maire d'Istanbul et Président de Cités et gouvernements locaux unis, a prononcé un discours liminaire.
10. À la même séance, Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU et Coprésident du Forum de coopération multipartite sur la science,

¹ Le compte rendu du débat général figure dans le rapport du Conseil économique et social pour 2016 (A/71/3).

la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable, a présenté, également au nom de son Coprésident, Vaughan Turekian, Conseiller en science et technologie du Secrétaire d'État des États-Unis, le résumé des Coprésidents du Forum multipartite.

11. À la 11^e séance, le 18 juillet, Tawakkol Abdel-Salam Karman, journaliste, personnalité politique, militante de la cause des droits de l'homme et lauréate du prix Nobel de la paix, a prononcé un discours liminaire.

12. À la 12^e séance, le 18 juillet, Héctor Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, a rendu compte, au nom du Président du Conseil, des conclusions de la session inaugurale du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

13. Un total de 107 manifestations parallèles, 12 cours de formation consacrés au développement durable et d'autres activités connexes, dont des petits déjeuners entre ministres et des réunions avec les représentants des domaines des sciences sociales et naturelles et de grands groupes ainsi que d'autres parties prenantes, se sont déroulés en marge des séances officielles du Forum politique de haut niveau; ils ont été financés par diverses parties prenantes, dont des gouvernements, des organismes, des fonds et programmes des Nations Unies, des organisations internationales et de grands groupes². On trouvera des informations à ce sujet sur le site Web du Forum, à l'adresse : <http://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2016>.

Débat de synthèse et conclusion de la réunion du Forum politique de haut niveau

14. À la 10^e séance, le 15 juillet, le Président du Conseil (République de Corée) a fait une déclaration dans laquelle il a rappelé les grands messages issus des réunions du Forum politique de haut niveau tenues du 11 au 15 juillet, qui seraient communiqués aux participants à la réunion ministérielle de trois jours du Forum, qui se tiendrait du 18 au 20 juillet.

15. À la 16^e séance, le 20 juillet, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une déclaration lors de la clôture de la réunion du Forum politique de haut niveau.

16. À la même séance, le Président du Conseil a fait une déclaration. Le représentant de l'Algérie est intervenu sur une motion d'ordre. Le Président du Conseil a prononcé le discours de clôture de la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable organisée sous les auspices du Conseil.

Mesures prises

17. À la 16^e séance, le 20 juillet, le Forum était saisi du projet de déclaration ministérielle issu du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2016 et de la réunion du Forum politique de haut niveau sur le dévelop-

² Selon Action 21 : programme d'action pour un développement durable, les grands groupes sont les suivants : femmes, enfants et jeunes, peuples autochtones, organisations non gouvernementales, autorités locales, travailleurs et syndicats, entreprises et industrie, communauté scientifique et technique, et agriculteurs.

pement durable organisée sous les auspices du Conseil (E/2016/L.24-E/HLPF/2016/L.2).

18. À la même séance, le Secrétaire a donné lecture de l'état des incidences sur le budget-programme du projet de déclaration ministérielle et révisé oralement le paragraphe 5 de l'annexe du projet de déclaration ministérielle.

19. Également à cette séance, à la suite d'une déclaration faite par le Président du Conseil, le représentant de l'Algérie est intervenu sur une motion d'ordre. Des déclarations ont été faites par les représentants du Nicaragua, de l'Égypte et de l'Équateur.

20. Également à la 16^e séance, à la suite d'une déclaration faite par le Président du Conseil, le représentant du Nicaragua a demandé un vote enregistré sur le paragraphe 19 du projet de déclaration ministérielle.

21. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a décidé, par 141 voix contre 1, avec 3 abstentions, de maintenir le paragraphe 19. Le résultat du vote était le suivant³ :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

A voté contre :

Nicaragua

Se sont abstenus :

Égypte, Fédération de Russie, Myanmar

³ La délégation soudanaise a fait savoir ultérieurement qu'elle avait l'intention de voter pour le paragraphe 19.

22. Avant le vote, la représentante de la Slovaquie a fait, au nom de l'Union européenne, une déclaration expliquant son vote. Après le vote, des déclarations ont été faites par les représentants de Cuba, de l'État plurinational de Bolivie, de la République bolivarienne du Venezuela, de la Fédération de Russie, de l'Algérie et de la République islamique d'Iran pour expliquer leur vote.

23. À la 16^e séance, le 20 juillet, le Forum politique de haut niveau a adopté l'ensemble du projet de déclaration ministérielle, tel que révisé oralement, qui figurait sous la cote E/2016/L.24-E/HLPF/2016/L.2.

24. À la même séance, après l'adoption du projet de résolution, la représentante des États-Unis a fait une déclaration.

25. Également à la 16^e séance, le Forum a adopté son projet de rapport (E/HLPF/2014/L.1) et décidé de charger le Président du Conseil d'en établir la version finale de façon à rendre compte des travaux du Forum.

III. Tables rondes

Où en sommes-nous un an plus tard?

26. À la 1^{re} séance, le 11 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Où en sommes-nous un an plus tard? », présidée par Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

27. Le débat était animé par Paula Caballero Gomez, Directrice principale des pratiques mondiales en matière d'environnement et de ressources naturelles à la Banque mondiale. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Debapriya Bhattacharya, membre éminent du Centre for Policy Dialogue de Dhaka et Président de Southern Voice on Post-MDG International Development Goals, Christiana Figueres, ancienne Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et par les principaux intervenants suivants : José María Viera, Conseiller aux droits de l'homme et à la politique de développement à la World Blind Union, et Martin Tsounkeu, Représentant général de l'Africa Development Interchange Network.

28. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Kenya, de la Colombie, des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires) et du Brésil ainsi que des représentants des grands groupes des femmes et des enfants et des jeunes.

Imaginer un monde sans exclusive en 2030

29. Également à la 1^{re} séance, le 11 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Imaginer un monde sans exclusive en 2030 », présidée par Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

30. Le débat était animé par Lisa Foster, Directrice du Bureau de l'accès à la justice du Ministère de la justice des États-Unis d'Amérique. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Ion Jinga, Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'ONU et Président de la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social, et Onalenna Selolwane, membre du Comité exé-

cutif du Mosadi Khumo Socio Economic Empowerment Forum for Women et membre du Comité des politiques de développement, et par les principaux intervenants suivants : Ibrahim Ismail Abdallah, Président de l'Arab Organization for Persons with Disabilities, et Alvaro Esteban Pop Ac, Président de la quinzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

31. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de Sri Lanka et de l'Union européenne, ainsi que des représentants des grands groupes des femmes, des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales.

Sortir les gens de la pauvreté et répondre aux besoins fondamentaux

32. À sa 2^e séance, le 11 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Sortir les gens de la pauvreté et répondre aux besoins fondamentaux », présidée par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

33. Le débat était animé par Sarina Prabasi, Présidente-Directrice générale de WaterAid America, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été également faites par les participants suivants : Alice Albright, Présidente-Directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation, et Michael Park, Directeur de la stratégie et des opérations du Partenariat pour la gestion de la santé de l'Aspen Institute, ainsi que par les principaux intervenants suivants : Cristina Diez, Directrice de la formation aux relations internationales du Mouvement international ATD Quart Monde, et Rajul Pandya-Lorch, Chef du personnel et Directrice de l'Initiative Vision 2020 à l'International Food Policy Research Institute.

34. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bénin, de la Chine, du Rwanda et de la Malaisie, des représentants de la Ligue des États arabes et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que des représentants des grands groupes des femmes, des peuples autochtones, des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales et de la représentante des personnes handicapées.

Promouvoir la croissance économique, la prospérité et la durabilité

35. Également à la 2^e séance, le 11 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Promouvoir la croissance économique, la prospérité et la durabilité », présidée par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

36. Le débat était animé par Vinicius Pinheiro, Directeur du Bureau de New York de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui a également fait une déclaration. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Tim Jackson, Directeur du Centre pour la compréhension de la prospérité durable et Professeur titulaire de la chaire de développement durable à l'Université du Surrey, et Bart Verspagen, Directeur-Doyen de la Maastricht Graduate School of Governance de l'Université de Maastricht et Directeur de l'Université des Nations Unies-Maastricht

Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology, et par les principaux intervenants suivants : Dyborn Chibonga, Président-directeur général de la National Smallholder Farmers' Association du Malawi, et Wellington Chibebe, Secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale.

37. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Danemark, de la Serbie, du Tchad, de la Chine, de l'Arabie saoudite, de l'Ouganda et de la Suisse, ainsi que des représentants des grands groupes des organisations non gouvernementales, des entreprises et de l'industrie, des enfants et des jeunes, des femmes et des peuples autochtones.

Sécurité alimentaire et agriculture durable, action pour le climat, océans durables et écosystèmes terrestres – adopter une approche corrélée

38. À la 3^e séance, le 12 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Sécurité alimentaire et agriculture durable, action pour le climat, océans durables et écosystèmes terrestres – adopter une approche corrélée », présidée par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

39. Le débat était animé par Ronald Jumeau (Seychelles), Ambassadeur en charge des questions relatives aux changements climatiques et aux petits États insulaires en développement, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Deborah Fulton, Secrétaire du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Evelyn Nguleka, Présidente de l'Organisation mondiale des agriculteurs, Omoyemen Lucia Odigie-Emmanuel, Présidente du Centre for Human Rights and Climate Change Research, et Jake Rice, Directeur scientifique éminent au Ministère des pêches et des océans du Canada.

40. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Italie, des Maldives, de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande, de l'Arabie saoudite, des Palaos (au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique) et du Kenya, ainsi que des représentants des grands groupes des autorités locales, des enfants et des jeunes, des travailleurs et des syndicats et des peuples autochtones, et des représentantes d'autres parties prenantes telles que les personnes âgées et les personnes handicapées.

Créer des sociétés pacifiques et plus inclusives et favoriser l'autonomisation des femmes et des filles

41. Également à la 3^e séance, le 12 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Créer des sociétés pacifiques et plus inclusives et favoriser l'autonomisation des femmes et des filles », présidée par Jürg Lauber (Suisse), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

42. Le débat était animé par Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, Beatrice Ayuru, fondatrice de la Lira In-

egrated School, et Robert J. Berg, Président de l'Alliance for Peacebuilding et administrateur de l'Académie mondiale de l'art et de la science, et par les principaux intervenants suivants : Anca-Ruxandra Gliga, militante au sein du réseau United Network of Young Peacebuilders et intervenant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes, et Gaia Gozzo, Directrice de la gouvernance de CARE International.

43. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Chine, de la Suède, du Bénin, du Danemark, de l'Iraq et de l'Afrique du Sud, et des représentants de la Ligue des États arabes, ainsi que de la représentante du grand groupe des femmes.

Liens entre science et politiques : nouvelles idées, suggestions et solutions

44. À sa 4^e séance, le 12 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Liens entre science et politiques : nouvelles idées, suggestions et solutions », présidée par Alejandro Palma Cerna (Hondura), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

45. Le débat était animé par Lucilla Spini, Directrice des programmes du Conseil international pour la science, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : E. William Colglazier, Chercheur principal au Centre de la diplomatie scientifique de l'American Association for the Advancement of Science, Guéladio Cissé, Directeur du Service des sciences de la santé des écosystèmes à l'Institut de santé publique et tropicale de la Suisse, Patrick Paul Walsh, professeur et Président des études sur le développement international de l'École des sciences politiques et des relations internationales de l'Université de Dublin, Aurélien Décamps, professeur adjoint à la Kedge Business School et Coordonnateur du test de compétences en matière de viabilité de l'Initiative des établissements d'enseignement supérieur en faveur du développement durable, Donovan Guttieres, Responsable du programme d'échanges entre scientifiques et décideurs pour les jeunes du grand groupe des enfants et des jeunes et Coordonnateur du programme Youth Gateway du Partenariat mondial des jeunes pour les objectifs de développement durable, et Peter Messerli, Directeur et professeur titulaire de la chaire de développement durable au Centre pour le développement et l'environnement de l'Institut de géographie de l'Université de Berne.

46. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Chine, de la Finlande, des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de l'Afrique du Sud, de la Suisse, de l'Australie, de l'Algérie, des États-Unis, de l'Arabie saoudite et de l'Union européenne, du représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des représentants des grands groupes des peuples autochtones, des femmes, des entreprises et de l'industrie, des organisations non gouvernementales et des enfants et des jeunes, et des représentants d'autres parties prenantes telles que les personnes handicapées et Ensemble 2030.

Appropriation nationale

47. À la 5^e séance, le 13 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Appropriation nationale », présidée par Musiiwa Makamure Shava (Zimbabwe), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

48. Le débat était animé par Jessica Espey, Directrice adjointe du Réseau des solutions pour le développement durable, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Yonglong Lu, professeur au Laboratoire d'État d'écologie urbaine et régionale du Centre de recherche sur les sciences éco-environnementales de l'Académie chinoise des sciences, et Louis Meuleman, maître de recherche au Centre for Governance and Sustainability de l'Université du Massachusetts, à Boston, et à l'Université Wageningen (Pays-Bas), et par les principaux intervenants suivants : Annika Lindblom, Conseillère auprès du Ministère finlandais de l'environnement, Ivane Shamugia, Directeur du Service de coordination des donateurs dans l'Administration du Gouvernement géorgien, Adolfo Ayuso, Directeur général adjoint du Service des affaires internationales du Cabinet du Président du Mexique, et Gomer Padong, Directeur de la coopération au service du développement et de la mobilisation du Philippine Social Enterprise Network.

49. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Italie, du Bénin, de la Malaisie, du Kenya, du Botswana, du Sénégal, de l'Algérie, des Palaos et de l'Indonésie, ainsi que du représentant de l'Union interparlementaire (UIP) et des représentantes des grands groupes des femmes et des peuples autochtones.

Intégration des objectifs de développement durable dans les politiques, stratégies et projets nationaux et intégration des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale)

50. Également à la 5^e séance, le 13 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Intégration des objectifs de développement durable dans les politiques, stratégies et projets nationaux et intégration des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) », présidée par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

51. Le débat était animé par Nick Ishmael Perkins, Directeur de SciDev.net, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Koichi Aiboshi, Vice-Ministre adjoint chargé des questions mondiales au Ministère japonais des affaires étrangères, Joseph Enyimu, économiste au Ministère ougandais des finances, de la planification et du développement économique, et Wardarina Thaib, Administratrice de programmes à l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development et Coprésidente du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, ainsi que par les principaux intervenants suivants : Izzet Ari, Directeur du Département de l'environnement et du développement durable au Ministère du développement de la Turquie, Olivier Brochenin, Sous-Directeur du développement au Ministère français des affaires étrangères et du développement international, Eili Lepik, Conseillère sur les questions de développement durable au Groupe de la stratégie du Gouvernement estonien, et Stine Lise Hattestad Bratsberg, Présidente-Directrice générale de Pure Consulting.

52. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Chine, de Sri Lanka, de l'Union européenne et du Nigéria.

Coopération verticale entre les autorités locales et les gouvernements aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030

53. À la 6^e séance, le 13 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Coopération verticale entre les autorités locales et les gouvernements aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030 », présidée par Frederick Musiiwa Makamure Shava (Zimbabwe), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

54. Le débat était animé par Peter Wollaert, Membre associé de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et Directeur-Gérant du Centre international de formation pour acteurs et autorités intervenant localement (Flandres), qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Hyuk-Sang Sohn, professeur à l'Université Kyung Hee et Président de l'Association coréenne de développement international et de coopération, Patrícia Iglecias, Secrétaire d'État à l'environnement de l'État de Sao Paulo, et par les principaux intervenants suivants : Rosemarie G. Edillon, Directrice générale adjointe de l'Autorité de l'économie et du développement des Philippines, Patricia Torsney, Observatrice permanente du Bureau de l'Union interparlementaire auprès de l'ONU, et Stephan Contius, Chef de division au Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire.

55. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Suède et du Sénégal, ainsi que des représentants des grands groupes des peuples autochtones, des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales et des représentantes d'autres parties prenantes telles que les personnes âgées et les personnes handicapées.

Difficultés rencontrées dans la mobilisation des moyens d'application du programme au niveau national (financement, technologie, renforcement des capacités)

56. Également à la 6^e séance, le 13 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Difficultés rencontrées dans la mobilisation des moyens d'application du programme au niveau national (financement, technologie, renforcement des capacités) », présidée par Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

57. Le débat était animé par Manuel Montes, Conseiller principal pour les finances et le développement au Centre Sud à Genève, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Paulo Gadelha, Président de la Fondation Oswaldo Cruz et membre du groupe de 10 experts apportant leur appui au Mécanisme de facilitation des technologies, Felipe Castro, Secrétaire de la Commission interinstitutions de la Colombie pour la mise en œuvre du Programme 2030, et par les principaux intervenants suivants : Mawussi Djossou Semondji, Ministre-Expert auprès de la Présidence du Togo, Paul Gulleik Larsen, Directeur de projet à la Section des politiques des Nations Unies au Ministère norvégien des affaires étrangères, Sun Chengyong, Conseiller au Département de la

science et de la technologie pour le développement social du Ministère chinois de la science et de la technologie, et David O'Connor, Représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature auprès de l'ONU.

58. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Estonie, de l'Afrique du Sud, de la République de Corée et de la République démocratique du Congo, des représentants des grands groupes des travailleurs et des syndicats, des femmes, des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes telles que les personnes handicapées.

Mécanismes nationaux de suivi des progrès et d'établissement de rapports portant sur la réalisation des objectifs de développement durable

59. À la 7^e séance, le 14 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Mécanismes nationaux de suivi des progrès et d'établissement de rapports portant sur la réalisation des objectifs de développement durable », présidée par Jürg Lauber (Suisse), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

60. Le débat était animé par Johannes Paul Jütting, Chef du secrétariat du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle relevant de la Direction de la coopération pour le développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Lisa Grace S. Bersales, statisticienne et Directrice de l'Autorité de statistique des Philippines, Pali Lehohla, Statisticien en chef du Bureau de statistique de l'Afrique du Sud, et Georges-Simon Ulrich, Directeur du Bureau fédéral de statistique de la Suisse, et par les principaux intervenants suivants : Milorad Šćepanović, Directeur général des affaires multilatérales et de la coopération régionale au Ministère des affaires étrangères du Monténégro, et Peseta Noumea Simi, Directrice générale au Ministère des affaires étrangères et du commerce de Samoa.

61. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Estonie, de la Malaisie, de la Chine, des îles Cook, du Kenya, de l'Union européenne, de l'Arabie saoudite, de Sri Lanka, du Tchad et du Vietnam, du représentant de la FAO, des représentants des grands groupes des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales, ainsi que des représentantes d'autres parties prenantes telles que les personnes âgées et les personnes handicapées.

Stratégies pour faire en sorte que le Programme 2030 tienne ses promesses vis-à-vis des petits États insulaires en développement, en s'appuyant sur les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement

62. Également à la 7^e séance, le 14 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Stratégies pour faire en sorte que le Programme 2030 tienne ses promesses vis-à-vis des petits États insulaires en développement, en s'appuyant sur les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en déve-

loppement », présidée par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

63. Le débat était animé par Elizabeth Thompson, ancienne Sous-Secrétaire générale de l'ONU, Coordinatrice exécutive de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et ancienne Ministre de l'énergie et de l'environnement de la Barbade, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Anote Tong, ancien Président de Kiribati, et David Smith, Coordinateur à l'University Consortium of Small Island States de l'Institute for Sustainable Development à l'Université des Indes occidentales, et par les principales intervenantes suivantes : Justina Langidrik, Secrétaire générale des Îles Marshall, et Kate Brown, Directrice exécutive du Partenariat insulaire mondial.

64. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants des États fédérés de Micronésie (au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique), de la Jamaïque (au nom de la Communauté des Caraïbes), des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de l'Italie, de l'Australie, du Belize, du Samoa, de la Nouvelle-Zélande et du Kazakhstan, ainsi que de la représentante de la FAO.

Pays en situation particulière

65. À la 8^e séance, le 14 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Pays en situation particulière », présidée par Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

66. Le débat était animé par David Steven, maître de recherche et Directeur adjoint du Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York, qui a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites également par les participants suivants : Youba Sokona, Conseiller spécial pour le développement durable au Centre Sud, membre du Groupe d'experts indépendants sur les pays les moins avancés de l'Institut international pour l'environnement et le développement et membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Jean-Marc Châtaigner, Directeur exécutif adjoint de l'Institut de recherche pour le développement de la France, Marina Djernaes, Directrice d'EcoPeace Center of Environmental Peacbuilding, EcoPeace Moyen-Orient, Claudio Huepe Minoletti, professeur et Coordinateur du Centre de l'énergie et du développement durable de l'Université Diego Portales du Chili, et Stephen Chacha Tumbo, fondateur de l'Africa Philanthropic Foundation et membre du groupe de travail sur les organisations de la société civile africaine.

67. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Zimbabwe, de la Zambie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Bangladesh, des Bahamas (au nom de la Communauté des Caraïbes), de la République islamique d'Iran, du Chili, du Tchad, du Bélarus, du Rwanda, du Canada, de l'Union européenne, de la Suède et de la République démocratique du Congo, ainsi que des représentants des grands groupes des femmes, des enfants et des jeunes, des peuples autochtones et des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes telles que les personnes handicapées.

Passer de l'inspiration à l'action : engagement multipartite pour la mise en œuvre du Programme 2030

68. À la 9^e séance, le 15 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Passer de l'inspiration à l'action : engagement multipartite pour la mise en œuvre du Programme 2030 », présidée par Jürg Lauber (Suisse), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

69. Le débat était animé par Barbara Adams, Conseillère principale pour les politiques au Global Policy Forum, qui a également fait une déclaration.

Ne pas faire de laissés-pour-compte : mise en œuvre du Programme 2030 par les grands groupes et autres parties prenantes

70. La première table ronde avait pour thème « Ne pas faire de laissés-pour-compte : mise en œuvre du Programme 2030 par les grands groupes et autres parties prenantes ».

71. Des déclarations ont été faites par les principaux intervenants suivants : Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU et négociateur en chef du document final de la deuxième réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, Berry Vbranovic, maire de la ville de Kitchener (Canada) et membre de Cités et gouvernements locaux unis, Joan Carling, Secrétaire générale de l'Asia Indigenous Peoples Pact, Yvonne Harz-Pitre, Directrice des communications et des affaires publiques de l'Association internationale de l'industrie des engrais, Marco Marzano de Marinis, Secrétaire général de l'Organisation mondiale des agriculteurs, Alok Rath, Directeur de pays pour l'Ouganda et le Soudan du Sud de Voluntary Service Overseas International, et Frances Zainoeddin, membre du Conseil d'administration de Gray Panthers, et par les principaux intervenants suivants : Norma Munguia Aldaraca, Sous-Directrice générale des affaires mondiales au Ministère des affaires étrangères du Mexique, Sarah Mendelson, Représentante des États-Unis au Conseil économique et social, et Peter Thomson, Représentant permanent des Fidji auprès de l'ONU.

72. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bénin, de Sri Lanka et des Pays-Bas.

Forum de collaboration multipartite au niveau national : la possibilité de renforcer le suivi et l'évaluation en collaborant avec les grands groupes et autres parties prenantes

73. La deuxième table ronde avait pour thème « Forum de collaboration multipartite au niveau national : la possibilité de renforcer le suivi et l'évaluation en collaborant avec les grands groupes et autres parties prenantes ».

74. Des déclarations ont été faites par les principales intervenantes suivantes : Mabel Bianco, de la Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, et Yetnebersh Nigussie, Responsable principale de la mobilisation pour Light for the World, et par les participants suivants : Harriet Ludwig, Directrice adjointe de division au Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, Annisa Tryanti, Coordinatrice pour la réduction des risques de catastrophe au sein du grand groupe des enfants et des jeunes, Antonia Wulff, Coordinatrice à

l'Internationale de l'éducation, Guéladio Cissé, membre du Comité de la liberté et la responsabilité dans la conduite des sciences du Conseil international pour la science au Département d'épidémiologie et de santé publique de l'Institut de santé publique et tropicale de la Suisse, Carlos Sergio Sobral Duarte, Représentant permanent adjoint du Brésil auprès de l'ONU, et Inge Herman Rydland, Représentant spécial pour le Programme 2030 de la Norvège.

75. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Norvège et de la Finlande, et du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Expériences régionales

76. À la 10^e séance, le 15 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Expériences régionales », présidée et animée par Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil.

77. Des déclarations ont été faites par les orateurs suivants : Gamini Jayawickrama Perera, Ministre sri-lankais du développement durable et de la nature et Président du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, Ghada Waly, Ministre égyptienne de la solidarité sociale, qui a présenté les conclusions de la réunion de 2016 du Forum régional africain pour le développement durable, Jānis Kārklīņš, Représentant permanent de la Lettonie auprès de l'ONU à Genève et Président du Forum régional de la Commission économique pour l'Europe (CEE), Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès de l'ONU à New York et Président du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, Amjad Mohammad Saleh Al-Moumani, Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, qui a présenté les conclusions de la réunion de 2016 du Forum arabe pour le développement durable, Virachai Plasai, Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'ONU à New York, qui a pris la parole au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Badre Eddine Al-lali, Directeur du Secteur des affaires sociales de la Ligue des États arabes, et A. Missouri Sherman-Peter, Observatrice permanente de la Communauté des Caraïbes auprès de l'ONU.

78. Les représentants de l'Afrique du Sud, des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), et du Ghana ainsi que le représentant du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ont participé au débat qui a suivi.

79. Des déclarations ont été également faites par les représentants suivants des commissions régionales de l'ONU : Christian Friis Bach, Secrétaire exécutif de la CEE et Coordonnateur des commissions régionales, Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et Giovannie Biha, Secrétaire exécutif adjoint (Diffusion des produits de savoir) de la Commission économique pour l'Afrique.

80. Au cours du débat qui a suivi, les représentants des commissions régionales ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bénin, du Bélarus, de la République islamique d'Iran, de la France, de la Finlande, de Cuba et du Tchad, des représentants des grands groupes des organisations non gouvernemen-

tales, des enfants et des jeunes et des femmes, ainsi que d'autres parties prenantes telles que les personnes handicapées, Ensemble 2030 et le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Ne pas faire de laissés-pour-compte : l'aide aux plus vulnérables

81. À la 11^e séance, le 18 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Ne pas faire de laissés-pour-compte : l'aide aux plus vulnérables », présidée par Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

82. Le débat était animé par Guy Ryder, Directeur général de l'OIT. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Hugo Roger Martínez Bonilla, Ministre salvadorien des affaires étrangères, Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh, et Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire, et par les principaux intervenants suivants : Christian Friis Bach, Secrétaire exécutif de la CEE, et Kate Gilmore, Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme.

83. Au cours du débat qui a suivi, les participants et l'animateur ont répondu aux observations et aux questions des représentants des Pays-Bas, du Kenya, du Viet Nam, du Panama, de la Thaïlande, du Royaume-Uni et de Maurice, ainsi que des représentants des grands groupes des peuples autochtones, des entreprises et de l'industrie.

Difficultés des pays en situation particulière

84. Également à la 11^e séance, le 18 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Difficultés des pays en situation particulière », présidée par Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

85. Le débat était animé par Gyan Chandra Acharya, Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Álvaro García, membre du Cabinet du Président et Directeur du Bureau de la planification et du budget de la Présidence de l'Uruguay, Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, et Meg Taylor, Secrétaire générale du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et par les principaux intervenants suivants : Ricardo Cardona, Ministre hondurien du développement social, Karina Gould, Secrétaire parlementaire auprès du Ministre canadien du développement international et de la francophonie, et Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutive de la CESAP.

86. Au cours du débat qui a suivi, les participants et l'animateur ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Italie, des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de la Thaïlande (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Zambie et du Panama, ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

Mise à disposition de moyens permettant de réaliser les objectifs de développement durable et de créer un environnement favorable

87. À la 12^e séance, le 18 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Mise à disposition de moyens permettant de réaliser les objectifs de développement durable et de créer un environnement favorable », présidée par Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration liminaire.

88. Le débat était animé par Ardalan Shekarabi, Ministre suédois de l'administration publique, qui a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Neven Mimica, Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement, Michelle Muschett, Vice-Ministre du développement social et Coordinatrice du Cabinet social du Panama, Mahmoud Mohieldin, Premier Vice-Président pour le Programme 2030 du Groupe de la Banque mondiale, Axel Bertuch-Samuels, Conseiller principal pour le financement du développement et les relations avec les Nations Unies au Fonds monétaire international, Douglas Frantz, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, et Vaughan Turekian, Conseiller en science et technologie du Secrétaire d'État des États-Unis.

89. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Thaïlande (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), du Viet Nam, de Maurice, du Nigéria et des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires) ainsi que des représentants des grands groupes des travailleurs et des syndicats, des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales.

Perspectives d'avenir (projections, scénarios et questions nouvelles)

90. À la 16^e séance, le 20 juillet, le Forum politique de haut niveau a tenu une table ronde sur le thème « Perspectives d'avenir (projections, scénarios et questions nouvelles) », présidée par Jürg Lauber (Suisse), Vice-Président du Conseil.

91. Le débat était animé par Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : Simón Gaviria Muñoz, Ministre colombien de la planification nationale, Edgar Gutiérrez Espeleta, Ministre costaricien de l'environnement et de l'énergie et Président de la deuxième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, Fumiko Kasuga, Directrice de Future Earth Global Hub (Japon), maître de recherche à l'Institut national des études sur l'environnement du Japon et professeure invitée à l'Université de Tokyo, Stewart Lockie, Directeur du Cairns Institute à l'Université James Cook (Australie), et Nebojsa Nakicenovic, Directeur adjoint de l'International Institute for Applied Systems Analysis de l'Autriche.

92. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de Sri Lanka et d'El Salvador, du représentant de l'Union internationale des télécommunications, ainsi que des représentants des grands groupes des enfants et des jeunes, des entreprises et de l'industrie, des peuples autochtones et des organisations non gouvernementales et des représentants d'autres parties prenantes telles que les personnes handicapées et Ensemble 2030.

IV. Examens nationaux volontaires

93. Vingt-deux examens nationaux volontaires ont été présentés de la 13^e à la 15^e séances du Forum politique de haut niveau, les 19 et 20 juillet.

Examens nationaux volontaires (premier groupe) : Mexique, Maroc, Suisse, Monténégro et Sierra Leone

94. À sa 13^e séance, le 19 juillet, les examens nationaux volontaires étaient présidés par Sven Jürgenson (Estonie), Vice-Président du Conseil, qui a fait une déclaration.

95. Des exposés ont été faits par Francisco Guzmán Ortiz, Chef de cabinet du Président du Mexique, Mohamed El Ouafa, Ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement en charge des affaires générales et de la gouvernance du Maroc, Manuel Sager, Secrétaire d'État et Chef de la Direction du développement et de la coopération au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, Sabine Döbeli, Présidente-Directrice générale du financement durable suisse, Milorad Šćepanović, Directeur général des affaires multilatérales et de la coopération régionale au Ministère des affaires étrangères du Monténégro, et Jelena Knežević, Directrice du Département du développement durable et de la gestion intégrée des zones côtières au Ministère du développement durable et du tourisme du Monténégro, et Vandi Chidi Minah, Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'ONU à New York.

96. Le débat était animé par Robert Glasser, Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, et des déclarations ont été faites par l'experte, Rachel Kyte, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'initiative Énergie durable pour tous, et l'intervenante principale, Sandra Andovska, Conseillère pour le développement durable et Coordinatrice nationale du développement durable de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

97. Le représentant de l'Autriche et la représentante des personnes handicapées ont fait des observations et posé des questions.

Examens nationaux volontaires (deuxième groupe) : Norvège, Madagascar, Géorgie et Turquie

98. Également à la 13^e séance, le 19 juillet, les examens nationaux volontaires étaient présidés par Frederick Musiwa Makamure Shava (Zimbabwe), Vice-Président du Conseil.

99. Des exposés ont été faits par Erna Solberg, Première Ministre norvégienne, et Martin Ulvestad Østerdal, Secrétaire général du Conseil norvégien de l'enfance et de la jeunesse, Herilanto Raveloharison, Ministre malgache de l'économie et de la planification stratégique, David Zalkaliani, Premier Vice-Ministre géorgien des affaires étrangères, et Halit Çevik, Représentant permanent de la Turquie auprès de l'ONU à New York.

100. Le débat était animé par Geraldine Fraser-Moleketi, Envoyée spéciale pour la problématique hommes-femmes de la Banque africaine de développement, et une déclaration a été faite par l'intervenant principal, Thoriq Ibrahim, Ministre maldivien de l'environnement et de l'énergie.

101. Le représentant de l'Argentine, le représentant de l'Union interparlementaire auprès de l'ONU et le représentant du grand groupe des enfants et des jeunes ont fait des observations et posé des questions.

Examens nationaux volontaires (troisième groupe) : Finlande, Samoa, Ouganda et Allemagne

102. À la 14^e séance, le 19 juillet, les examens nationaux volontaires étaient présidés par Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil.

103. Des exposés ont été faits par Kimmo Tiilikainen, Ministre finlandais de l'agriculture et de l'environnement, et Rilli Lappalainen, Secrétaire général du programme finlandais des organisations non gouvernementales auprès de l'Union européenne à Kehys, Sili Epa Tuioti, Ministre samoan des finances, Matia Kasaija, Ministre ougandais des finances, de la planification et du développement économique, Thomas Silberhorn, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral allemand de la coopération économique et du développement, Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire, et Ansgar Klinger, membre du Conseil d'administration du Syndicat allemand de l'enseignement.

104. Le débat était animé par Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, et des déclarations ont été faites par l'experte, Marianne Beisheim, Attachée principale pour les questions mondiales à l'Institut des affaires internationales et de la sécurité de l'Allemagne, et par les principaux intervenants suivants : Ana María Baiardi, Ministre paraguayenne de la condition féminine, et Morten Jespersen, Sous-Secrétaire d'État danois au développement et à la coopération.

105. Les représentants du Qatar et des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires) et le représentant du grand groupe des enfants et des jeunes ont fait des observations et posé des questions.

Examens nationaux volontaires (quatrième groupe) : Togo, Estonie et Philippines

106. À la 15^e séance, le 20 juillet, les examens nationaux volontaires étaient présidés par Frederick Musiiwa Makamure Shava (Zimbabwe), Vice-Président du Conseil.

107. Des exposés ont été faits par Komi Sélom Klassou, Premier Ministre du Togo, Hanno Pevkur, Ministre estonien de l'intérieur, et Rosemarie G. Edillon, Directrice générale adjointe de l'Autorité nationale de l'économie et du développement des Philippines.

108. Le débat était animé par Kathy Calvin, Présidente et Présidente-Directrice générale de la Fondation pour les Nations Unies, et des déclarations ont été faites par l'expert, Adil Najam, doyen de la Pardee School of Global Studies de l'Université de Boston, et l'intervenant principal, Arvind Panagariya, Vice-Président de NITI Aayog (National Institution for Transforming India) de l'Inde.

109. Les représentants de la Belgique et du Luxembourg ont fait des observations et posé des questions.

Examens nationaux volontaires (cinquième groupe) : Colombie, Égypte, France, Chine, République bolivarienne du Venezuela et République de Corée

110. Également à la 15^e séance, le 20 juillet, les examens nationaux volontaires étaient présidés par Jürg Lauber (Suisse), Vice-Président du Conseil.

111. L'examen national volontaire de la Colombie était présenté par Simón Gaviria Muñoz, Ministre colombien de la planification nationale, qui a ensuite répondu aux observations et questions des représentants de la Norvège et de l'Espagne et du représentant d'Ensemble 2030.

112. L'examen national volontaire de l'Égypte était présenté par Sahar Nasr, Ministre égyptienne de la coopération internationale, qui a ensuite répondu aux observations et questions du représentant du Liban, du représentant du Groupe de la Banque mondiale et du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

113. L'examen national volontaire de la France était présenté par Ségolène Royal, Ministre française de l'environnement, de l'énergie et de la mer, qui a ensuite répondu aux observations et questions du représentant de la Chine et de la représentante du grand groupe des femmes.

114. L'examen national volontaire de la Chine était présenté par Li Baodong, Vice-Ministre chinois des affaires étrangères, qui a ensuite répondu aux observations et questions des représentants de la France et du Pakistan et de la représentante du grand groupe des organisations non gouvernementales.

115. L'examen national volontaire de la République bolivarienne du Venezuela était présenté par Ricardo José Menéndez, Vice-Président chargé de la planification et des connaissances et Ministre du pouvoir populaire pour la planification de la République bolivarienne du Venezuela, qui a ensuite répondu aux observations et questions des représentants de la Chine et de la Serbie et du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

116. L'examen national volontaire de la République de Corée était présenté par Jongmoon Choi, Vice-Ministre des affaires multilatérales et mondiales au Ministère des affaires étrangères de la République de Corée, qui a ensuite répondu aux observations et questions du représentant du Mexique, du représentant du Groupe de la Banque mondiale et de la représentante du grand groupe des organisations non gouvernementales.

V. Questions d'organisation et questions diverses

Ouverture et durée de la réunion

117. La réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social s'est tenue du 11 au 20 juillet 2016. Plusieurs réunions officielles ont été tenues.

118. À la 1^{re} séance, le 11 juillet, le Président du Conseil a déclaré la réunion ouverte et fait une déclaration.

119. À la même séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une déclaration.

Ordre du jour

120. À sa 1^{re} séance, le 11 juillet, le Forum politique de haut niveau a adopté l'ordre du jour provisoire, distribué sous la cote E/HLPF/2016/1 :

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Veiller à ce que nul ne soit laissé pour compte.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'intégration des trois dimensions du développement durable dans l'ensemble du système des Nations Unies (A/71/76-E/2016/55).

Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (E/2016/62).

Rapport du Secrétaire général sur les objectifs de développement durable (E/2016/75).

Chapitres pertinents du rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa dix-neuvième session (E/2016/31).

Rapport de la session inaugurale du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement (E/FFDF/2016/3).

Note du Secrétariat sur les documents d'analyse sur le thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, présentés par les grands groupes et autres parties prenantes (E/HLPF/2016/2).

Note du Secrétariat sur les rapports des forums régionaux sur le développement durable (E/HLPF/2016/3 et Add.1 à 5).

Note du Secrétariat transmettant le résumé, établi à l'intention des décideurs, du Rapport mondial sur le développement durable 2016 (E/HLPF/2016/4).

Note du Secrétariat sur la synthèse des contributions volontaires présentées par les commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres instances et organes intergouvernementaux (E/HLPF/2016/5).

Note du Secrétariat transmettant le résumé, établi par les coprésidents, des travaux du Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable (E/HLPF/2016/6).

3. Adoption de la déclaration ministérielle.
4. Adoption du rapport.

Clôture de la réunion

121. À la 16^e séance, le 20 juillet, à l'issue des observations finales faites par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, le Président du Conseil, Oh Joon (République de Corée), a fait des déclarations finales et déclaré close la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2016 organisée sous les auspices du Conseil économique et social.

Participation

122. La réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social était ouverte à tous les États Membres de l'ONU et États membres des institutions spécialisées. Y ont participé les représentants de 119 États Membres de l'ONU et États membres des institutions spécialisées. Étaient également présents des observateurs de l'Union européenne, des observateurs accrédités d'organisations intergouvernementales, des représentants d'organismes des Nations Unies et des observateurs accrédités d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations. On trouvera la liste des participants sous la cote E/HLPF/2016/INF.1.

Documentation

123. On trouvera dans l'annexe au présent rapport la liste des documents dont le Forum était saisi. Les documents non officiels que le Forum a examinés sont disponibles sur la page Web de celui-ci (<https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2016>).

Annexe

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/2016/62	Rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2016/75	Rapport du Secrétaire général sur les objectifs de développement durable
E/HLPF/2016/1	Ordre du jour provisoire
E/HLPF/2016/2	Documents d'analyse sur le thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, présentés par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2016/3 et Add.1 à 5	Rapports des forums régionaux sur le développement durable
E/HLPF/2016/4	Note du Secrétaire général sur le <i>Rapport mondial sur le développement durable 2016</i> : résumé à l'intention des décideurs
E/HLPF/2016/5	Note du Secrétariat sur la synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres organes et forums intergouvernementaux
E/HLPF/2016/6	Note du Président du Conseil économique et social transmettant le résumé établi par les Coprésidents à l'issue du Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable
E/HLPF/2016/7	Note du Secrétariat transmettant les résumés des examens nationaux volontaires
E/FFDF/2016/3	Rapport de la session inaugurale du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2016/L.1	Projet de rapport
E/2016/L.24-E/HLPF/2016/L.2	Projet de déclaration ministérielle issu du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2016 et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil
E/HLPF/2016/INF/1	Liste des participants